

**BADR'EDDINE MILI AU SOIR D'ALGÉRIE :**

# «Engager l'Algérie dans un processus de gouvernement démocratique»

**Le Soir d'Algérie : L'Algérie commémore, aujourd'hui, le 53<sup>e</sup> anniversaire de son indépendance. Si vous deviez délivrer un diagnostic sur l'état du pays, à l'issue d'une période aussi longue, lequel émettriez-vous ?**

**Badr'Eddine Mili :** Je vous dirai, d'emblée, qu'il est difficile de formuler un avis différencié sur une période d'Histoire qui fut tout, sauf linéaire. L'Algérie a vécu, de 1962 à nos jours, une succession de crises politiques majeures, de reculs tragiques mais aussi d'avancées remarquables, le tout si imbriqué et, souvent, si contrasté qu'il est impossible d'affirmer qu'elle fut totalement positive ou totalement négative.

Néanmoins, en opérant une moyenne entre les réussites et les contre-performances et sans verser dans le discours atrabilaire qui a tendance, de nos jours, à dominer la scène médiatico-politique, j'estime que l'état général de notre pays n'est pas au mieux de ce qu'on aurait souhaité malgré les sacrifices consentis par le peuple algérien, en particulier durant les trois décennies post-indépendance.

Au bout de ce processus, on peut dire que l'Algérie de 2015, qui n'est plus celle de 1962, a, tout de même, réalisé des progrès substantiels dans plusieurs secteurs économiques et sociaux, entraînant des modifications sensibles dans la structure, le mode et le niveau de vie des populations.

A la réserve près que ce résultat fut obtenu grâce à l'exploitation des hydrocarbures, à l'exclusion de toute autre production, source de revenus, exception faite des années 1970 au cours desquelles fut déclenché, sous la conduite volontariste du président Houari Boumediène, un début d'industrialisation prometteur qui, s'il n'avait pas été, brutalement, stoppé par le plan de restructuration économique du FMI, au milieu des années 1980, aurait arraché, définitivement, le pays à la dépendance vis-à-vis de l'extérieur.

Cette précision, indispensable, apportée, l'observateur impartial ne pourra pas omettre, cependant, de constater qu'après les nombreux ratages de cruciaux rendez-vous avec l'Histoire en 1962, en 1978, en 1988 et en 1999, l'Algérie se retrouve, en 2015, piégée par trois impasses : institutionnelle, économique et religieuse, dangereuses pour ses ambitions et sa cohésion, installée qu'elle est — pour combien de temps encore ? — dans un flou plus proche de l'obscur que du clair, risquant de la jeter, encore une fois, faute d'une réaction vigoureuse, dans les bras de l'axe de la revanche et de la conjuration anti-nationales.

**Pourquoi le pays en est-il arrivé là ?**

Parce qu'il fut, durant plus d'un demi-siècle, plombé par les héritages empoisonnés de la guerre de libération ainsi que par l'accumulation de contradictions inextricables, non encore résolues, à nos jours, dues, en grande partie, à des conflits idéologiques, politiques et économiques multiples, en rapport avec le mode de gouvernement autoritariste imposé par le double coup d'Etat de 1962 et de 1965.

On n'insistera jamais assez sur les torts incommensurables portés à la Révolution de Novembre, violemment déjugée par ce type de gouvernement, qui fit, plus tard, par le biais d'alliances contre-nature, le lit de la résurgence des forces conservatrices hostiles, dans le passé, au mouvement indépendantiste.

Cette déviation, alimentée à l'approche de la fin de la guerre par l'exacerbation des oppositions entre clans, régions et leaders, avait fini par dévitaliser le processus révolutionnaire et céder la place à une course au pouvoir effrénée et parfois, malheureusement, sanglante. Trois facteurs, au moins, en favorisèrent l'accélération et l'aboutissement :

1- la disparition, pendant la guerre, des précurseurs de la Révolution, connus pour la sincérité de leur engagement, a, prématuré-



Photo : DR

**Badr'Eddine Mili souhaite un sursaut qui permettra à l'Algérie de venir à bout des impasses.**

ment, privé le pays, une fois libéré, d'une autorité morale et politique incontestée qui aurait constitué un puissant rempart opposable, en toutes circonstances, aux tentatives de déviation. Ben M'hidi, Didouche, Abane, Ben Boulaid, Lotfi vivants, une pareille involution aurait relevé de l'impensable ;

2- les dirigeants de second rang qui leur survécurent et essaimèrent dans les rouages d'un pouvoir usurpé étaient, à quelques exceptions près, dépourvus d'une culture d'Etat et motivés, plus, par leurs intérêts personnels et de caste que par ceux du peuple. Ils s'exclurent, d'eux-mêmes, de la fonction de leaders naturels du processus de parachèvement des promesses novembristes. Ceux qui, par conviction, tentèrent de s'opposer à leur progression vers les centres de décision, furent éliminés purement et simplement ;

3- la coalition des forces collaborationnistes délégitimées, dans le passé, par la Révolution, profita de ces contradictions insupportables et sortit, très vite, la tête de l'eau. Son projet d'essence revancharde, a consisté, dans ces conditions nouvelles, à tenter de refermer la parenthèse de l'Etat républicain national et à lui substituer l'Etat islamique, l'expression politique du capitalisme comprador de bazar, lui-même né dans les dédales souterrains du pouvoir corrompu.

**Vous avez parlé, tout à l'heure, de trois impasses qui sont en train de neutraliser les efforts que l'Algérie déploie pour accéder au rang de puissance émergente.**

**Quelle est leur nature et leur capacité de nuisance ?**

J'ai dit que l'Algérie est, en ce moment, prise au piège de trois impasses dangereuses pour ses ambitions et sa cohésion. La première est institutionnelle : 53 ans après sa restauration, l'Etat national algérien n'est pas parvenu — sauf sous le mandat du président Zeroual — à mettre en place un dispositif constitutionnel assurant l'alternance à sa tête et un minimum de représentation démocratique des grands courants politiques qui animent la société algérienne.

Il a, au contraire, cédé à la tentation irréaliste de recycler le dirigisme le plus centralisateur des années de plomb, dans l'esprit du big brother qui sait tout et peut tout. Le retour en force du binôme ANP-FLN au centre d'une gouvernance archaïque participe de cette tentative qui répartit les rôles entre la direction de l'armée, détentrice du pouvoir réel, et l'appareil de l'ex-parti unique, vitrine politique du régime, alibi idéologique et réservoir de cadres, fussent-ils cooptés selon des pra-

tiques anti-statutaires inédites.

Au lieu de travailler, dans une démarche franchement inclusive, à élargir sa base, à s'ouvrir à de nouvelles forces représentant la société réelle, entreprenante, il se recroqueville sur lui-même parce que ses dirigeants estiment être en possession de toutes les cartes du jeu politique algérien, forts d'une certaine «légitimité électorale» et du soutien des grandes puissances. Il est néanmoins une vérité qu'il faut qu'ils examinent, en profondeur, c'est que la société — tout au moins une grande partie d'entre elle — a pris de l'avance sur eux et qu'il est nécessaire, voire vital, qu'ils composent avec elle, surtout à un moment où les grandes puissances en concurrence sont en passe d'«islamiser» la guerre mondialisée comme, dans les années 1970, elles l'avaient «vietnamisée».

Le danger guette l'Algérie de voir cette islamisation de la guerre mondialisée s'exporter, à nouveau, chez elle, à cause de la fragilité du front intérieur. C'est là une des raisons qui devrait les inciter à réfléchir, dans l'intérêt supérieur de la Nation, à œuvrer à faire sortir le pays des ornières de l'exclusion et à l'engager, progressivement, dans un processus de gouvernement démocratique par le biais d'un dialogue respectueux des nouvelles données socio-politiques de l'Algérie de 2015.

**Est-ce qu'on est dans cette configuration ?**

A première vue, non, à cause du verrouillage général du pouvoir monopolisé par l'alliance, apparue, au grand jour, entre la vieille bourgeoisie d'Etat et les nouvelles classes prédatrices dont on dit qu'elles ont été copiées sur le modèle russe mais qui n'en ont, dans la réalité, ni la capacité de direction des affaires ni le sens patriotique. On s'oriente, par conséquent, vers la continuité, le cap étant, résolument, maintenu sur l'horizon 2019, sauf incident intercurrent. Le pouvoir est conforté dans cette assurance par le rejet de la «révolution», jugée mortelle par une population fatiguée et pressée de «vivre son temps».

**Qu'en est-il des autres impasses ?**

La seconde impasse à laquelle est confrontée l'Algérie est économique. Sans s'être fortement arrimée à un projet d'envergure, le pays a dilapidé ses ressources non renouvelables dans l'investissement non productif et les transferts sociaux, se contentant de gérer des projets lilliputiens, type Ansej qui ne produisent que du chômage déguisé.

Le gouvernement s'est avéré impuissant à arracher l'Algérie au cercle vicieux de la mono-exportation parce qu'il se trouve sous la coupe de la bourgeoisie informelle qui refuse l'industrialisation avec la complicité d'une France condescendante faisant mine d'investir dans des projets supposés porteurs mais qui, en vérité, sont connotés d'un coefficient de rentabilité nul pour le pays, aucun de ces projets, contrairement au Maroc, n'étant orienté vers l'exportation. De ce fait, la souveraineté et la crédibilité de l'Etat algérien en prennent un coup et enregistrent plusieurs reculs dans les classements internationaux, malgré un regain d'activité, tardif, de sa diplomatie. L'Algérie devra continuer, dans ces conditions, à se contenter d'une variante de la politique du pétrole contre la nourriture. A moins qu'avec la carte du gaz de schiste, appuyée par les Français et les Américains, le gouvernement ne s'aménage une sortie de secours confortable. Avec, toutefois, les dommages collatéraux que l'on sait. Gare, seulement, aux aléas de l'imprévision qui seraient susceptibles, connaissant les conduites impitoyables du capitalisme financier international, de lui faire subir une banqueroute à la grecque.

**Troisième et dernière impasse ?**

Résultat d'une politique permissive entretenue pour les besoins d'un équilibrisme osé entre tendances idéologiques activistes, la

**Propos recueillis par  
Mokhtar Benzaki**

dernière impasse à laquelle j'avais fait allusion est l'impasse religieuse. Cette impasse mine la société algérienne et pourrait l'entraîner, encore une fois, vers l'aventure et lui aliéner, sans recours, les chances d'entrer dans le club des nations modernes, lesquelles, soit dit en passant, ne voient pas d'un bon œil l'émancipation civilisationnelle moderne des pays arabes, les expériences tunisienne et égyptienne, combattues avec une extrême vigueur, en sont la preuve.

Le charlatanisme politique algérien veut profiter de l'islamisation, à outrance, de la guerre mondialisée entre les grandes puissances, aidées par leurs sous-traitants locaux, pour imposer des référents d'un Islam étrangers à la tradition de la Nation algérienne. Le combat contre cette dérive est recommandé.

Il doit être vigoureux et soutenu. Malheureusement, les réactions du gouvernement sont timides et contradictoires et puisent leur argumentaire de sophismes déroutants du type «le référent religieux algérien est l'Islam de Cordoue», ce qui est totalement erroné car il n'existe pas plus d'Islam de Cordoue que d'Islam de Saragosse.

Il n'y a qu'un seul référent, universel, valable en tout lieu et en tout temps, inaliénable, imprescriptible et infalsifiable, c'est le Coran et la Sunna. Mais, comme sur ce plan, à l'instar de beaucoup d'autres, la pensée, en Algérie, se clochardise, à vive allure, plus rien n'étonne. J'ai, aussi, à l'esprit cette logorrhée déferlante qui pollue l'écriture de l'Histoire et l'évocation de la mémoire soustraites à toute règle scientifique et à toute norme déontologique connues. Tout le monde s'improvise historien ou moudjahid, d'où une opacification dangereuse qui leurre et désarme les jeunes générations intéressées à lire un passé qui fut, pourtant, bien glorieux.

**Face à toutes ces impasses dont les effets, on l'imagine, seraient plus qu'inquiétants, qu'y a-t-il lieu de faire ?**

D'abord espérer. L'espoir demeure intact dans la capacité de la société à produire des dynamiques qui déboucheront, inéluctablement, sur des changements de structures, d'organisation, de process et donc de gouvernance. Ensuite, travailler dur, pour que les atouts politiques, économiques et culturels de substitution que l'Algérie recèle dans ses gisements scientifiques et intellectuels soient transformés en autant de performances concrètes. Je pense à l'école, à l'université, à la recherche, aux médias, à la société civile dont les acteurs se comptent par millions et qui, demain, feront la différence, et ramèneront le pays à la hauteur de la grande espérance qui lui fut promise par Novembre.

Le premier des résultats d'un tel processus qui doit associer à sa maturation toutes les forces qui comptent, y compris les segments positifs du pouvoir actuel, nécessaires aux décantations à venir, sera le rétablissement et la consolidation de la souveraineté de l'Algérie telle que les présidents Houari Boumediène, Mohamed Boudiaf et Liamine Zeroual l'ont défendue, en leur temps, et telle que les martyrs en ont rêvé. En cette commémoration du 53<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance, c'est le souhait le plus ardent que notre peuple nourrit en ses tréfonds. Il doit être amplifié et relayé, en particulier par les médias, et en premier lieu, par la télévision publique dont c'est la mission fondamentale comme ce fut le cas lorsqu'elle a été, dans les années 1970, le fer de lance des trois révolutions.

C'est de la matérialisation de toutes ces idées et de toutes ces dynamiques, en gestation, que naîtra le sursaut qui permettra à l'Algérie de venir à bout des impasses dans lesquelles elle a été fourvoyée.

M. B.